



Impact des mesures d'activation sur l'emploi des travailleurs de nationalité étrangère

Table des matières :

1	INTRODUCTION	1
2	APERÇU DES PRINCIPALES MESURES D'ACTIVATION (A L'EXCLUSION DES TITRES-SERVICES)	1
3	TRAVAILLEURS DANS LE SECTEUR DES TITRES-SERVICES	4
4	PART RELATIVE PAR RAPPORT A LA POPULATION TOTALE ET A LA POPULATION AU TRAVAIL	5
5	IMPACT SUR LE TAUX D'EMPLOI ET LE RATIO DE CHOMAGE INDEMNISE	7
6	CONCLUSION	8

1

Introduction

Jusqu'au 01.07.2014, l'ONEM était compétent pour différentes mesures d'activation. Une grande partie d'entre elles sont des formes d'emploi subventionné : l'Office intervient financièrement dans l'occupation de certains groupes cibles de demandeurs d'emploi difficiles à placer sur le marché du travail.

Cette étude donne un bref aperçu de la mesure dans laquelle les demandeurs d'emploi issus de l'immigration ont recours à ce type de mesures d'activation. Pour ce faire, nous commençons par examiner l'évolution sur une période de cinq ans (2009 – 2013) du nombre d'allocataires par nationalité pour les principales mesures.¹ Il est ensuite fait de même pour les travailleurs du secteur des titres-services dont les données ne sont toutefois disponibles qu'avec un an de retard (2008 – 2012). Pour finir, nous comparons ces évolutions à la population totale, à la population au travail et à la population en chômage par nationalité et nous résumons nos principales constatations dans une conclusion.

2

Aperçu des principales mesures d'activation (à l'exclusion des titres-services)

Tableau 1

Nombre d'allocataires (moyennes mensuelles) selon le groupe de nationalités pour les principales mesures d'activation prévoyant une forme d'emploi subventionné, à l'exception des titres-services

	Programmes de transition professionnelle	SINE	Plan Activa	Complément de reprise du travail	Activa Start	WIN-WIN	Stage de transition	Total	
Belgique	2009	5 001	9 966	30 628	8 564	413	0	17	54 590
	2010	4 561	10 385	24 759	12 311	236	16 449	17	68 719
	2011	4 203	10 040	21 935	16 321	200	44 781	10	97 491
	2012	4 093	9 609	24 871	18 823	326	26 537	6	84 265
	2013	3 990	9 430	28 509	18 166	285	278	151	60 809
UE	2009	354	705	2 529	455	14	0	1	4 058
	2010	310	749	2 069	718	10	898	1	4 755
	2011	301	759	1 889	1 007	10	2 533	1	6 501
	2012	329	744	1 963	1 198	12	1 503	0	5 749
	2013	349	737	2 122	1 128	15	25	6	4 382
Non UE	2009	338	422	1 095	11	7	0	0	1 873
	2010	341	492	956	30	4	651	2	2 476
	2011	396	600	1 140	68	6	1 937	1	4 147
	2012	424	600	1 314	95	11	1 156	0	3 600
	2013	520	709	1 620	89	15	12	7	2 971
Total	2009	5 693	11 093	34 252	9 029	434	0	19	60 520
	2010	5 213	11 626	27 783	13 060	250	17 998	20	75 950
	2011	4 900	11 400	24 964	17 396	216	49 251	12	108 139
	2012	4 846	10 953	28 148	20 116	349	29 195	6	93 613
	2013	4 859	10 876	32 251	19 382	314	315	164	68 162

Source : ONEM - Service Statistiques

¹ Avec un regroupement par nationalité : belge, autres pays UE et pays hors UE. Les travailleurs apatrides, réfugiés politiques ou dont la nationalité n'est pas connue sont repris dans le groupe de nationalités 'Hors UE'. Pour permettre la comparaison avec les statistiques d'Eurostat concernant la population totale et la population au travail selon la nationalité, l'Union Européenne est définie comme l'UE des 27.

Il y a lieu de faire remarquer que la répartition selon la nationalité ne porte pas sur l'origine de la personne mais bien sur sa nationalité.

Le tableau 1 reprend les principales mesures d'activation qui prévoient une forme d'emploi subventionné. Pour des raisons pratiques, le système des titres-services n'y figure pas mais est traité dans une partie distincte.

L'évolution des régimes qui précèdent est surtout influencée par le plan d'embauche Win-win qui fut de courte durée mais qui a rencontré un vif succès et a pris fin le 1^{er} janvier 2012.

Les tableaux suivants reprennent ces données relatives à l'évolution du nombre d'allocataires de nationalité étrangère au sein de ces régimes, et ce au travers de deux présentations différentes. Le tableau 2 montre, pour le nombre total d'allocataires dans ces régimes d'activation, l'évolution de chaque groupe de nationalités en prenant l'année 2009 comme base 100. Le tableau 3, lui, montre l'évolution de la part relative de chacun de ces groupes de nationalités, et ce pour chaque régime.

Tableau 2

Evolution (2009 = base 100) du nombre total d'allocataires selon le groupe de nationalité pour les principales mesures d'activation qui prévoient une forme d'emploi subventionné, à l'exclusion des titres-services

	Total	Belgique	Autre nationalité		
			Total	UE	Non UE
2009	100	100	100	100	100
2010	125	126	122	117	132
2011	179	179	180	160	221
2012	155	154	158	142	192
2013	113	111	124	108	159

Source : ONEM - Service Statistiques

L'évolution du nombre de personnes de nationalité UE bénéficiant de mesures d'activation est en grande partie la même que celle de leurs homologues belges. L'évolution est toutefois plus prononcée lorsqu'il s'agit de nationalités hors UE.

Tableau 3

Pourcentage d'allocataires (moyennes mensuelles), par groupe de nationalités, bénéficiaires des principales mesures d'activation qui prévoient une forme d'emploi subventionné, à l'exclusion des titres-services

		Programmes de transition professionnelle	SINE	Activa	Complément de reprise du travail	Activa Start	WIN-WIN	Stage de transition	Total
Belgique	2009	87,8%	89,8%	89,4%	94,8%	95,1%	-	91,6%	90,2%
	2010	87,5%	89,3%	89,1%	94,3%	94,4%	91,4%	87,0%	90,5%
	2011	85,8%	88,1%	87,9%	93,8%	92,7%	90,9%	83,0%	90,2%
	2012	84,5%	87,7%	88,4%	93,6%	93,5%	90,9%	91,7%	90,0%
	2013	82,1%	86,7%	88,4%	93,7%	90,8%	88,1%	92,2%	89,2%
Autre nationalité	2009	12,2%	10,2%	10,6%	5,2%	4,9%	-	8,4%	9,8%
	2010	12,5%	10,7%	10,9%	5,7%	5,6%	8,6%	13,0%	9,5%
	2011	14,2%	11,9%	12,1%	6,2%	7,3%	9,1%	17,0%	9,8%
	2012	15,5%	12,3%	11,6%	6,4%	6,5%	9,1%	8,3%	10,0%
	2013	17,9%	13,3%	11,6%	6,3%	9,2%	11,9%	7,8%	10,8%
dont UE	2009	6,2%	6,4%	7,4%	5,0%	3,3%	-	6,2%	6,7%
	2010	5,9%	6,4%	7,4%	5,5%	3,9%	5,0%	5,0%	6,3%
	2011	6,1%	6,7%	7,6%	5,8%	4,6%	5,1%	7,1%	6,0%
	2012	6,8%	6,8%	7,0%	6,0%	3,4%	5,2%	2,8%	6,1%
	2013	7,2%	6,8%	6,6%	5,8%	4,6%	8,0%	3,7%	6,4%
dont non UE	2009	5,9%	3,8%	3,2%	0,1%	1,6%	-	2,2%	3,1%
	2010	6,5%	4,2%	3,4%	0,2%	1,6%	3,6%	8,0%	3,3%
	2011	8,1%	5,3%	4,6%	0,4%	2,7%	3,9%	9,9%	3,8%
	2012	8,7%	5,5%	4,7%	0,5%	3,1%	3,9%	5,6%	3,8%
	2013	10,7%	6,5%	5,0%	0,5%	4,6%	3,9%	4,2%	4,4%

Source : ONEM - Service Statistiques

Bien que les allocataires de nationalité belge représentent encore et toujours, en 2013, près de 90% du nombre total d'allocataires bénéficiaires des mesures d'activation, nous notons depuis 2009 une légère augmentation relative du nombre d'allocataires de nationalité étrangère (+ 1,0 point de pourcentage). Cette augmentation s'observe dans le groupe des allocataires hors UE (+ 1,3 point de pourcentage), étant donné que depuis 2009, la part du groupe UE a légèrement diminué, de 0,3 point de pourcentage. La diminution de la part des nationalités UE se limite presque entièrement au Régime Activa qui, en 2013, était la plus importante des mesures d'activation mentionnées ci-dessus.

Les pourcentages relatifs par groupe de nationalités sont très différents lorsqu'on compare différentes mesures d'activation. Pour ce qui est des programmes de transition professionnelle, nous notons non seulement la part relative de nationalités étrangères (17,9% en 2013) la plus importante mais aussi l'augmentation relative la plus élevée du nombre d'allocataires étrangers (+ 5,7 points de pourcentage depuis 2009).

3

Travailleurs dans le secteur des titres-services

Tableau 4

Nombre de travailleurs titres-services différents et part relative de ceux-ci par groupe de nationalités

	Belgique	Autre nationalité			Total	Belgique	Autre nationalité			Total	
		Total	UE	Non UE			Total	UE	Non UE		
2008	85 801	17 639	11 331	6 308	103 440	2008	82,9%	17,1%	11,0%	6,1%	100%
2009	94 101	26 223	18 113	8 110	120 324	2009	78,2%	21,8%	15,1%	6,7%	100%
2010	103 318	33 597	23 275	10 322	136 915	2010	75,5%	24,5%	17,0%	7,5%	100%
2011	110 007	39 820	27 852	11 968	149 827	2011	73,4%	26,6%	18,6%	8,0%	100%
2012	108 251	42 886	30 407	12 479	151 137	2012	71,6%	28,4%	20,1%	8,3%	100%

Source : ONEM - Service Statistiques

Compte tenu du fait que des partenaires externes sont également impliqués dans l'établissement des statistiques relatives au régime des titres-services, il faut un peu plus de temps pour établir des statistiques détaillées relatives à ce régime, étant donné que pour ce faire il faut d'abord que les flux de données nécessaires soient clôturés. C'est pour cette raison que le tableau 4 (contrairement aux tableaux du chapitre précédent) montre l'évolution des travailleurs titres-services par groupe de nationalités pour la période comprise entre 2008 et 2012.²

A l'instar de la croissance continue enregistrée par le système des titres-services, la part de travailleurs titres-services de nationalité étrangère est elle aussi en constante augmentation (+ 11,3 points de pourcentage depuis 2008). Cette augmentation s'observe tant au niveau de la population provenant d'un pays UE qu'au niveau de la population hors UE, étant donné que la taille de ces deux populations a presque triplé (UE) ou doublé (non UE) depuis 2008. En 2012, pas moins de 28,4% des travailleurs titres-services étaient de nationalité étrangère.

² NB: en outre, une différence méthodologique existe entre les deux statistiques. Les statistiques relatives aux mesures d'activation reprises au deuxième chapitre se basent sur le nombre moyen de paiements mensuels effectués par l'ONEM. Les statistiques relatives au secteur des titres-services indiquent le nombre total de travailleurs qui ont été enregistrés pour une année déterminée.

4

Part relative par rapport à la population totale et à la population au travail

Tableau 5

Aperçu de la population totale en âge de travailler et de la population au travail par groupe de nationalités (en milliers)

	Population totale en âge de travailler (15 – 64 ans)					Population au travail (15 – 64 ans)			
	Belgique	UE	Non UE	Total		Belgique	UE	Non UE	Total
2008	6 432,6	435,1	205,6	7 073,3	2008	4 060,3	271,4	81,9	4 413,7
2009	6 446,9	462,6	216,0	7 125,5	2009	4 030,1	275,4	83,8	4 389,4
2010	6 478,0	471,1	227,8	7 176,8	2010	4 069,9	293,6	87,1	4 450,6
2011	6 464,4	478,3	276,9	7 219,6	2011	4 069,4	297,6	103,5	4 470,5
2012	6 476,6	479,0	286,3	7 242,0	2012	4 078,2	297,3	103,6	4 479,0
2013	6 458,9	514,9	283,1	7 257,1	2013	4 065,9	312,2	106,4	4 484,5
Evol. 2008-2013	+ 0,4%	+ 18,3%	+ 37,7%	+ 2,6%	Evol. 2008-2013	+ 0,1%	+ 15,0%	+ 29,9%	+ 1,6%

Source : Eurostat - lfsq_pganws

Tableau 6

Ratio du nombre total d'allocataires pour les principales mesures d'activation qui prévoient une forme d'emploi subventionné (à l'exclusion des titres-services) par rapport à la population totale en âge de travailler et à la population au travail par groupe de nationalités.

	Par rapport à la population totale en âge de travailler (15 – 64 ans)					Par rapport à la population au travail (15 – 64 ans)			
	Belgique	UE	Non UE	Total		Belgique	UE	Non UE	Total
2009	0,8%	0,9%	0,9%	0,8%	2009	1,4%	1,5%	2,2%	1,4%
2010	1,1%	1,0%	1,1%	1,1%	2010	1,7%	1,6%	2,8%	1,7%
2011	1,5%	1,4%	1,5%	1,5%	2011	2,4%	2,2%	4,0%	2,4%
2012	1,3%	1,2%	1,3%	1,3%	2012	2,1%	1,9%	3,5%	2,1%
2013	0,9%	0,9%	1,0%	0,9%	2013	1,5%	1,4%	2,8%	1,5%

Source : ONEM – Service Statistiques & Eurostat - lfsa_pganws

Propres calculs

Dans le tableau 6, lorsque nous comparons le nombre d'allocataires pour les principales mesures d'activation (cf. tableau 1) à la population totale en âge de travailler (cf. tableau 5), il appert qu'il y a peu de différences entre les groupes de nationalités : en 2013, 0,9% de la population totale en âge de travailler (15 – 64 ans) bénéficiait d'une allocation dans le cadre d'une des mesures d'activation traitées. Nous retrouvons cette proportion dans chaque groupe de nationalités.

Si nous effectuons la même comparaison avec la population au travail par groupe de nationalités (cf. tableau 5), nous remarquons toutefois une part relative plus importante d'allocataires chez les travailleurs de nationalité hors UE. Les parts d'allocataires avec une nationalité belge ou UE évoluent pour ainsi dire de la même façon et s'élevaient fin 2013 à respectivement 1,5 % et 1,4 %. Par contre, 2,8% des travailleurs de nationalité hors UE étaient allocataires dans le cadre de l'une des mesures d'activation traitées.

Tableau 7

Ratio du nombre total de travailleurs titres-services différents par rapport à la population totale en âge de travailler et à la population au travail par groupe de nationalités

	Par rapport à la population totale en âge de travailler (15 – 64 ans)					Par rapport à la population au travail (15 – 64 ans)			
	Belgique	UE	Non UE	Total		Belgique	UE	Non UE	Total
2008	1,3%	2,6%	3,1%	1,5%	2008	2,1%	4,2%	7,7%	2,3%
2009	1,5%	3,9%	3,8%	1,7%	2009	2,3%	6,6%	9,7%	2,7%
2010	1,6%	4,9%	4,5%	1,9%	2010	2,5%	7,9%	11,8%	3,1%
2011	1,7%	5,8%	4,3%	2,1%	2011	2,7%	9,4%	11,5%	3,4%
2012	1,7%	6,4%	4,4%	2,1%	2012	2,7%	10,2%	12,0%	3,4%

Source : ONEM – Service Statistiques & Eurostat - lfsa_pganws

Propres calculs

Le tableau 7 montre le ratio du nombre de travailleurs titres-services (cf. tableau 4) par rapport à la population totale en âge de travailler et à la population au travail (cf. tableau 5). En 2012, il y avait au total 1,7% de Belges occupés dans le secteur des titres-services, contre 6,4% de travailleurs ayant une nationalité UE et 4,4% ayant une nationalité hors UE. En 2012, plus d'un travailleur de nationalité étrangère sur dix était occupé comme travailleur titres-services (10,2% pour les nationalités UE contre 12,0% pour les nationalités hors UE).

5

Impact sur le taux d'emploi et le ratio de chômage indemnisé³

Tableau 8

Evolution du nombre total de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)⁴ en chiffres absolus et du ratio du nombre total d'allocataires pour les principales mesures d'activation qui prévoient une forme d'emploi subventionné (à l'exclusion des titres-services) par rapport à ce groupe des CCI-DE (en %)

	Nombre total de CCI-DE					Ratio du nombre d'allocataires dans une mesure d'activation par rapport aux CCI-DE					
	Belgique	Autre nationalité			Total	Belgique	Autre nationalité			Total	
		Total	UE	Non UE			Total	UE	Non UE		
2009	396 673	58 290	35 129	23 161	454 963	2009	13,8%	10,2%	11,6%	8,1%	13,3%
2010	401 605	59 104	36 819	22 285	460 709	2010	17,1%	12,2%	12,9%	11,1%	16,5%
2011	384 779	60 633	36 688	23 944	445 411	2011	25,3%	17,6%	17,7%	17,3%	24,3%
2012	379 146	62 260	37 235	25 025	441 406	2012	22,2%	15,0%	15,4%	14,4%	21,2%
2013	391 630	66 154	39 046	27 108	457 785	2013	15,5%	11,1%	11,2%	11,0%	14,9%

Source : ONEM - Service Statistiques

Tableau 9

Taux d'emploi et ratios de chômage indemnisé par groupe de nationalités (en %)

	Taux d'emploi (15 – 64 ans)				Ratios de chômage indemnisé (15 – 64 ans)				
	Belgique	UE	Non UE	Total	Belgique	UE	Non UE	Total	
2008	63,1%	62,4%	39,8%	62,4%	2008	5,7%	7,6%	10,0%	6,0%
2009	62,5%	59,5%	38,8%	61,6%	2009	6,2%	7,6%	10,7%	6,4%
2010	62,8%	62,3%	38,2%	62,0%	2010	6,2%	7,8%	9,8%	6,4%
2011	63,0%	62,2%	37,4%	61,9%	2011	6,0%	7,7%	8,6%	6,2%
2012	63,0%	62,1%	36,2%	61,8%	2012	5,9%	7,8%	8,7%	6,1%
2013	63,0%	60,6%	37,6%	61,8%	2013	6,1%	7,6%	9,6%	6,3%

Source : ONEM – Service Statistiques & Eurostat - lfsa_pganws (+ calculs ONEM)

Le tableau 8 donne l'évolution du nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) de même que du ratio du nombre d'allocataires dans une mesure d'activation (cf. tableau 1) par rapport à ce groupe. Les groupes de nationalités étrangères (11,1 %) affichent des ratios inférieurs aux belges (15,5 %) durant la période considérée. Par ailleurs, le groupe des nations non-européennes affiche un ratio pratiquement égal à celui du groupe des nations européennes ; depuis 2009, ces ratios se rapprochent (de 3,5 points de pourcentage de différence en 2009 à 0,2 point de pourcentage de différence en 2013).

Enfin, dans le tableau 9, nous examinons le taux d'emploi et le ratio de chômage indemnisé (cf. les chiffres absolus dans les tableaux 5 et 8). Alors que l'emploi au sein du groupe de nationalité belge est resté relativement stable au cours de la période considérée, nous constatons, au niveau des groupes de nationalités étrangères, que l'emploi (en dépit d'une augmentation en chiffres absolus de 15,0% pour les nationalités UE et de 29,9% pour les travailleurs de nationalité hors UE), n'a pas pu suivre la croissance de la population totale (respectivement + 18,3% et +37,7%). Le taux d'emploi a diminué de 1,8 points de pourcentage pour les nationalités UE et de 2,2 points de pourcentage pour les nationalités hors UE. Dès lors, le taux d'emploi total a diminué de 0,6 points de pourcentage.

Nous constatons aussi qu'au cours de la période concernée, le ratio total de chômage indemnisé a légèrement augmenté pour passer de 6,0% à 6,3%. Pour les chômeurs de nationalité UE, celui-ci est par contre resté stable. Le ratio a même légèrement diminué pour les chômeurs hors UE (- 0,4 point de pourcentage), et ce en dépit de l'augmentation de la population mentionnée dans les deux groupes de nationalité. Nous pouvons dès lors en déduire qu'en dépit de l'absence d'impact positif direct sur le taux d'emploi des personnes de nationalité étrangère, ces mesures d'activation ont probablement contribué à éviter une dégradation de ce taux.

³ Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de travailleurs et la population en âge de travailler ; le ratio de chômage indemnisé est le rapport entre le nombre de CCI-DE et la population en âge de travailler.

⁴ Il s'agit des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base de prestations de travail à temps plein ou à temps partiel, des études ou issus du régime de chômage avec complément d'entreprise.

6

Conclusion

Pour conclure, nos principales constatations se résument comme suit :

- La majeure partie des personnes qui ont recours à une mesure d'activation sont de nationalité belge.
 - En 2013, 89,2% du nombre de personnes bénéficiant d'une allocation dans le cadre d'une mesure d'activation et (en 2012) 71,6% du nombre de travailleurs titres-services étaient de nationalité belge.
 - Néanmoins, la part des nationalités étrangères augmente : en cinq ans, la part de bénéficiaires d'une mesure d'activation de nationalité étrangère a augmenté de 1,0 point de pourcentage. Chez les travailleurs titres-services, où la population de travailleurs de nationalité étrangère a plus que doublé en cinq ans (+ 168,4% pour les nationalités UE et + 97,8% pour les nationalités hors UE), leur part a augmenté de 11,3 points de pourcentage.
- Des différences importantes apparaissent dans les mesures d'activation au niveau des parts relatives par groupe de nationalités. Pour les programmes de transition professionnelle, nous ne notons pas seulement la part relative la plus importante de nationalités étrangères (17,9% en 2013), mais aussi l'augmentation relative la plus importante du nombre d'allocataires étrangers (+ 5,7 points de pourcentage depuis 2009).
- Le rôle important des mesures d'activation pour les travailleurs de nationalité étrangère ressort principalement du ratio par rapport à la population au travail selon la nationalité.
 - Dans la population au travail par groupe de nationalités, les parts de bénéficiaires d'une mesure d'activation de nationalité belge ou UE évoluent pour ainsi dire de la même façon et s'élevaient, fin 2013, à respectivement 1,5% et 1,4%. Par contre, 2,8% des travailleurs de nationalité hors UE bénéficiaient d'une allocation dans le cadre de l'une des mesures d'activation traitées.
 - En 2012, plus d'un travailleur sur dix de la population au travail de nationalité étrangère était occupé comme travailleur titres-services (10,2% pour les nationalités UE, 12,0% pour les nationalités hors UE) contre 2,7 % pour les travailleurs Belges.
- Les groupes de nationalités étrangères affichent des ratios (11,1 %) de nombre d'allocataires dans une mesure d'activation par rapport aux CCI-DE inférieurs aux belges (15,5 %) durant la période considérée. Par ailleurs, le groupe des nations non-européennes affiche un ratio pratiquement égal à celui du groupe des nations européennes ; depuis 2009, ces ratios se rapprochent (de 3,5 points de pourcentage de différence en 2009 à 0,2 point de pourcentage de différence en 2013).
- Comme la population totale de nationalité étrangère a davantage augmenté (+ 18,3% pour les nationalités UE et +37,7% pour les nationalités hors UE) que l'emploi, le taux d'emploi a diminué, et ce en dépit des mesures d'activation traitées ici (respectivement de - 1,8 et - 2,2 points de pourcentage). Néanmoins, ces mesures ont probablement joué un rôle dans l'évitement d'une dégradation de ce taux, comme le montre la comparaison avec le ratio de chômage indemnisé. Celui-ci est resté stable pour les nationalités UE et a même diminué pour les chômeurs hors UE (- 0,4 point de pourcentage), en dépit d'une légère augmentation totale (+ 0,3 point de pourcentage).